

Mobilité sociale : « Le redoutable poison du pessimisme français »

Dans cette chronique hebdomadaire, l'économiste Jean Pisani-Ferry estime que le projet macronien d'organisation de la mobilité, tant professionnelle que sociale, exige des solutions politiques mais aussi symboliques.

LE MONDE | 03.05.2018 à 11h00 | Par Jean Pisani-Ferry (Professeur d'économie à Sciences Po, à la Hertie School de Berlin et à l'Institut universitaire européen de Florence)

Tendances France. Hier, on était paysan, cheminot, industriel de père en fils (rarement en fille). Une myriade de microstatuts perpétuait la société des ordres. La justice y trouvait rarement son compte. La sécurité, si.

Aujourd'hui l'idéal collectif est, pour reprendre la promesse républicaine, l'égalité d'accès à « *toutes dignités, places et emplois* ». Plus encore depuis un an : si le projet social de François Hollande mettait l'accent sur la redistribution par l'impôt, celui d'Emmanuel Macron entend organiser la mobilité professionnelle (au cours d'une carrière) et la mobilité sociale (d'une génération à l'autre).

Mais qu'en est-il en réalité ? Trois chercheurs, Alberto Alesina, Stefanie Stantcheva et Edoardo Teso ont comparé la France aux Etats-Unis et à d'autres pays européens, à la fois en termes de mobilité sociale objective (mesurée par la destinée des enfants nés dans les 20 % des ménages les plus bas dans l'échelle des revenus), et en termes d'opinions des citoyens sur cette mobilité (« Intergenerational Mobility and Preferences for Redistribution », *American Economic Review*, février 2018, [lien vers PDF en anglais](https://scholar.harvard.edu/files/alesina/files/alesina_stantcheva_teso_mobility.pdf) (https://scholar.harvard.edu/files/alesina/files/alesina_stantcheva_teso_mobility.pdf)).

Le rêve américain a vécu

Leur premier résultat est que la mobilité sociale est aujourd'hui plus faible aux Etats-Unis qu'en Europe et en France : un enfant né en bas de l'échelle sociale a davantage de chances d'y demeurer et moins de chances d'accéder au sommet. Le rêve américain a vécu. C'est notamment l'effet d'inégalités sensiblement plus prononcées : comme l'illustre la « courbe de Gatsby le magnifique », pour reprendre le terme de l'économiste américain Alan Krueger, les sociétés les moins égalitaires sont aussi celles où la mobilité est la plus faible.

PARMI LES PAYS
ÉTUDIÉS,
NOUS SOMMES,
AVEC L'ITALIE,
CELUI OÙ
LA REPRÉSENTATION
DES RÈGLES
DU JEU SOCIAL
EST LA PLUS
SOMBRE

En revanche, le regard des Américains sur leur société demeure optimiste. Celui des Français est empreint de pessimisme. Si bien que la hiérarchie des perceptions inverse celle des faits : les chances de mobilité sont plus élevées chez nous, mais leur appréciation subjective est plus basse.

Parmi les pays étudiés, nous sommes, avec l'Italie, celui où la représentation des règles du jeu social est la plus sombre : nos concitoyens sont beaucoup moins nombreux à penser que le système économique est juste, qu'on peut s'en sortir par l'effort, ou que les politiques publiques peuvent améliorer la mobilité sociale. De tous, ils sont ceux qui font le moins confiance à l'Etat. En Suède, à l'inverse, la mobilité est plus forte, les règles du jeu collectif sont tenues pour justes, et l'action publique est plébiscitée.

Différentes formes de sécession

Ce profond pessimisme sur le contrat social et les chances de le réformer, qu'avait déjà souligné un rapport de France Stratégie (« Lignes de faille », 2016, [lien vers PDF](http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/rapport-lignes-de-faille-ok.pdf)

(<http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/rapport-lignes-de-faille-ok.pdf>), est un redoutable poison.

Lorsqu'on ne peut ni miser sur l'effort individuel ni placer son espoir en l'action collective, le choix n'est plus qu'entre différentes formes de sécession : la débrouille (et son corollaire, la triche), les

solidarités de proximité, ou la révolte.

Pour y remédier, il faudra plus que des politiques patientes de promotion de la mobilité sociale. Dédoubler les classes de CP, restructurer l'apprentissage, redéfinir les filières au lycée, réformer l'accès à l'université. C'est essentiel, mais cela ne suffira pas à changer les représentations de notre grammaire sociale. Si les Français demeurent persuadés que cette grammaire est biaisée, il y a peu de chances qu'ils soutiennent ces politiques, et peu de chances qu'ils se saisissent des opportunités qu'elles visent à ouvrir.

Pour cette raison, les réponses relèvent aussi du symbolique. C'est-à-dire des révolutions au sommet. Tous les pays ont des élites, a dit un jour le *Financial Times*, mais la France est le seul où ses membres se sont connus au jardin d'enfants. Pour mettre en cause une reproduction sociale qui n'a fait que s'accroître au fil du temps, il faudrait résolument élargir l'accès aux lycées d'excellence, augmenter les promotions des grandes écoles et casser les grands corps de l'Etat. A coup sûr, l'aristocratie crierait au scandale. Tant mieux.